



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'IRLANDE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE DUBLIN

N° 2 – Février 2021

En bref

La propagation du variant britannique en Irlande a plongé le pays dans un confinement strict depuis le 24 décembre 20 et récemment prolongé jusqu'au 5 avril 21. En conséquence, l'activité économique a fortement ralenti, notamment dans les services et la construction, tandis que la publication des résultats annuels pour 2020 voit bientôt sonner l'heure du bilan.

Zoom sur

Dans ses prévisions d'hiver publiées le 11 février 2021, la Commission européenne souligne le rôle joué par les firmes multinationales via les exportations d'équipement médical, de produits pharmaceutiques ou encore de services informatiques dans la révision à la hausse du PIB réel irlandais, qui ressort désormais à 3% en 2020, soit +5,3 points de pourcentage par rapport à ses prévisions d'automne (-2,3%) ou encore +11,5 points si l'on remonte aux prévisions qu'elle avait réalisées l'été dernier (-8,5%). Ces bons résultats résultent également du fort rebond observé au troisième trimestre l'année dernière avec la levée des restrictions et les ventes de détail enregistrées en préparation des fêtes de fin d'année. D'après l'institution européenne, l'Irlande serait ainsi la seule économie à enregistrer une croissance l'année dernière alors que la récession de la zone euro s'élèverait à -6,8%.

LE CHIFFRE À RETENIR

40%

D'après la Banque Centrale d'Irlande, le *Modified Gross National Income* ou GNI* (la mesure alternative au PIB irlandais corrigée des distorsions liées aux multinationales) était inférieur de -40% au PIB en 2019, biaisant ainsi de nombreux indicateurs dont le PIB est l'une des composantes. Compte tenu de cela, l'Irlande ne se classerait pas 3^{ème} mais 9^{ème} du classement mondial des pays suivant l'Indice de Développement Humain en 2020.

Macroéconomie

1 Prévisions de croissance

En 2021, les prévisions de croissance vont de 3,4% à 5,3% (Tableau infra). L'économie irlandaise démarre toutefois l'année avec un confinement strict et plus long que prévu, ainsi que des frictions commerciales dues à la sortie du Royaume-Uni du marché unique européen et de l'union douanière. Le think tank de référence *Economic and Social Research Institute* (ESRI) a d'ores et déjà annoncé qu'il réviserait ses prévisions à la baisse après avoir publié des perspectives relativement optimistes cet hiver. Du reste, l'ampleur des mesures de soutien aux revenus des ménages et des entreprises, l'augmentation de l'épargne qui en résulte ainsi que la reprise mondiale avec le déploiement des vaccins contre la Covid-19 laissent espérer un rebond en seconde moitié d'année.

Tableau récapitulatif des prévisions de croissance

Variation annuelle du PIB réel en %	2020	2021	2022
Commission européenne	3	3,4	3,5
Banque centrale	2,5	3,8	4,6
ESRI	3,4	4,9	n/a
Davy Research	3,3	4,8	5,5
AIB Research	3	5	4,5
Ibeq	0,8	5,3	6,2

Source : SE de Dublin

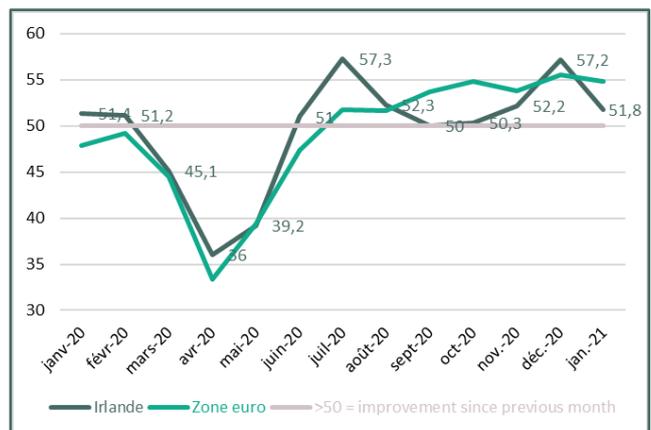
2 Activité économique

Les indices des directeurs d'achats (PMI) de l'institut Markit au mois de janvier 21 envoient un signal de contraction de l'activité, plus ou moins fort selon les secteurs, dans un contexte de durcissement des restrictions pour faire face à la propagation du variant britannique en Irlande. Le niveau de confiance des entreprises interrogées sur les perspectives des douze mois à venir reste optimiste, celles-ci estimant que le déploiement des vaccins signifie bientôt la fin des confinements répétés et le retour à des conditions normales d'activité à mesure que l'année avancera.

Industrie

L'indice PMI du secteur manufacturier irlandais a atteint son niveau le plus bas sur trois mois (-5,4 points à 51,8) en janvier 21, un déclin attendu en raison de la dégradation de la situation sanitaire et des nouvelles relations commerciales entre l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni (Figure 1). Bien que l'indice se situe en territoire d'expansion, ses principales composantes soulignent la faiblesse sous-jacente de l'activité.

Figure 1 : Indice PMI pour l'industrie



Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

Services

L'indice PMI dans les services s'est effondré (-13,9 points à 36,2) avec la fermeture des commerces considérés comme non-essentiels au mois de janvier 21 (Figure 2). En comparaison, l'indice en zone euro n'a reculé que d'un point d'un mois à l'autre, les autres pays n'ayant pas introduit de restrictions aussi strictes qu'en Irlande ou au Royaume-Uni. Parmi les quatre sous-secteurs interrogés pour la constitution de l'indice, celui des transports, des activités touristiques et des loisirs demeure le plus exposé.

Figure 2 : Indice PMI dans les services



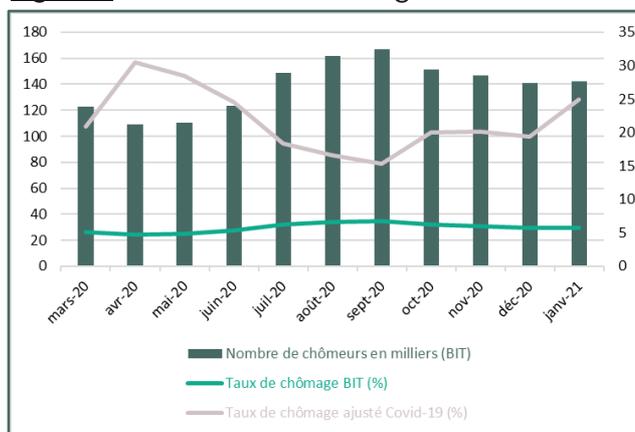
Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

3 Chômage

La publication trimestrielle des chiffres du chômage par le *Central Statistics Office* (CSO), l'équivalent irlandais de l'Insee, a conduit l'institut à réviser ses estimations mensuelles à la baisse. En tenant compte de cette révision, le taux de chômage en Irlande se stabilise à 5,8% de la population active au mois de janvier 21 par rapport au mois précédent, en hausse toutefois de +0,7 points sur une base annuelle.

Ce chiffre, calculé en application des normes européennes et internationales, ne reflète pas les nombreux bénéficiaires des allocations versées au titre des dispositifs spéciaux liés à la Covid-19, ces personnes ne remplissant pas les critères arrêtés par le Bureau International du Travail (BIT) (Figure 3).

Figure 3 : Évolution du chômage



Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par le CSO

Le CSO évalue le taux de chômage à l'aide d'un nouvel indicateur : le « *COVID-19 Adjusted Measure of Unemployment* ». En intégrant l'ensemble des personnes ayant perdu leur emploi sous l'effet de la crise sanitaire au sein des chômeurs – celles-ci bénéficiant de l'allocation spécifique mise en place pour soutenir leurs revenus (*Pandemic Unemployment Payment* ou PUP) – le taux de chômage ajusté s'établit ainsi à 25% au mois de janvier 21 contre 19,4% en décembre 20 (+5,6 points), reflet de l'entrée du pays dans le troisième confinement le 24 décembre.

Quant au taux de chômage des jeunes (15-24 ans), il s'élève à 15,7% (mesure standard) ou 56,4% (indicateur ajusté).

4 Immobilier

L'indice PMI dans la construction, calculé par Ulster Bank, s'est effondré en janvier 21 à un degré plus important que celui des services (-31,1 points à 21,2). Comme attendu, cela fait suite à la fermeture des chantiers non-essentiels du BTP le 8 janvier dernier. En conséquence, la construction de près de 16 000 logements sur 270 sites a été mise en attente, pouvant réduire l'offre de logements neufs d'environ 8 000 unités cette année d'après l'*Irish Home Builders Association*.

Sur une note plus positive, le maintien de la construction dans les domaines essentiels tels que la santé, l'éducation, les transports ou encore les logements sociaux a permis à l'indice PMI de ne pas tomber à des niveaux records comme cela avait été le cas lors du premier confinement (3,5 en avril 20). De plus, les données statistiques du CSO révèlent qu'un nombre relativement important d'appartements ont été achevés au quatrième trimestre 20 malgré les perturbations liées à la Covid-19, permettant aux logements neufs de n'enregistrer qu'une baisse marginale de -2% sur l'année. Ce constat doit toutefois être nuancé en raison d'une baisse substantielle des logements mis en chantier l'année dernière, qui laisse apercevoir un profil plus plat de l'activité pour ces douze prochains mois.

Figure 4 : Prix de l'immobilier résidentiel
Variation en glissement annuel (%)



Source : CSO

Le marché de l'immobilier irlandais fait preuve de résilience depuis le début de la crise sanitaire (**Figure 4**). Les prix dans le secteur résidentiel (maisons et appartements) sur l'ensemble du territoire, et mesurés par le *Residential Property Price Index*, ont progressé au rythme le plus soutenu de ces dix-sept derniers mois en décembre 20 par rapport à décembre 19 (+2,2%). La croissance des prix est plus forte hors Dublin (+3,1%) que dans la capitale irlandaise (+1,2%). Dans l'ensemble, l'indice des prix a progressé de +0,3% en 2020 contre +2,3% en 2019. Il demeure seize pourcent moins élevé que son plus haut niveau atteint en 2007 avec la bulle immobilière.

En revanche, la faible demande d'immobilier commercial sur le marché de la location a fait baisser les prix à leur plus bas niveau depuis quatre ans en raison de l'impact de la Covid-19 et des mesures généralisées de télétravail qui ont suspendu les projets d'expansion et de relocalisation en Irlande. A Dublin, le volume de bureaux loués a chuté de moitié en 2020 par rapport à 2019. Mais le déploiement des vaccins devrait permettre une reprise de l'immobilier commercial cette année, avec notamment le réseau social chinois TikTok qui chercherait à s'implanter dans la capitale dublinoise.

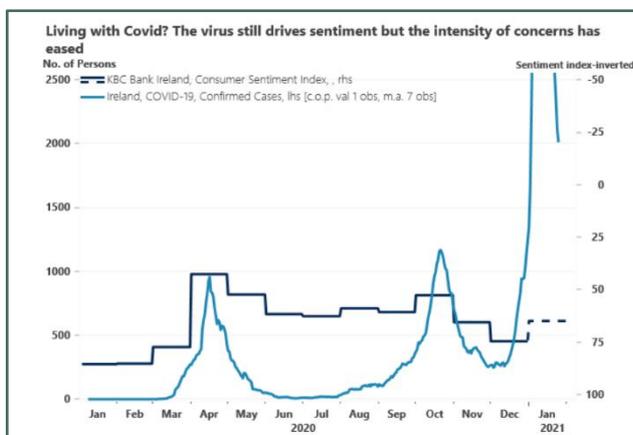
5 Consommation

Le niveau de confiance exprimé par les consommateurs irlandais et mesuré par le *Consumer Sentiment Index*, un indice créé et mis à jour par la banque KBC et l'ESRI, a fortement diminué au mois de janvier 21, balayant le niveau record observé en fin d'année dernière depuis le début de la crise sanitaire.

L'indice s'établit ainsi à 64,9 en janvier 21 contre 74,6 au mois de décembre 20, soit une baisse de -9,7 points. Bien que ce déclin soit relativement plus important en Irlande qu'ailleurs (Etats-Unis, Royaume-Uni et zone euro), il demeure moins défavorable qu'on pouvait le craindre eu égard à la propagation exponentielle du variant britannique plus tôt cette année. Il s'est d'ailleurs amélioré ce mois-ci, gagnant +5,9 points à 70,8 en février 21.

Les espoirs suscités par l'accord sur les nouvelles relations post-Brexit entre l'UE et le Royaume-Uni, le déploiement des vaccins et la plus grande capacité de l'économie irlandaise à vivre avec le virus soutiennent probablement l'optimisme des consommateurs irlandais (Figure 5).

Figure 5: Indice de confiance des consommateurs



Source : KBC & ESRI

6 Commerce extérieur

Exportations

Selon les données préliminaires du CSO, les exportations irlandaises de biens enregistrent une augmentation de près de +5% sur l'année 2020 et s'établissent à un niveau record (160,8 Mds€) malgré l'impact de la pandémie de Covid-19 sur la demande mondiale.

Elles sont dominées, d'une part, par les produits médicaux et pharmaceutiques dont la valeur a progressé de +25% par rapport à 2019 et, d'autre part, par les produits chimiques organiques dont la valeur a crû de +14% d'une année sur l'autre. Ensemble, ces deux groupes de produits ont ainsi représenté 58% de la valeur totale des exportations irlandaises en 2020 (contre 52% en 2019).

Importations

Les importations (85 Mds€) ont reculé de -6% l'année dernière et sont dominées, à plus d'un tiers, par les équipements de transport (38%) dont la valeur enregistre une baisse substantielle de -21% par rapport à 2019. Ce recul atteint -41% pour le sous-groupe constitué des aéronefs et qui constitue 15% des importations totales.

A contrario, les importations de produits médicaux et pharmaceutiques mais surtout de produits organiques chimiques ont bondi d'une année sur l'autre, à +70% pour ces derniers représentant alors près de 10% des importations totales contre 5% l'année précédente.

Excédent commercial

Au total, le solde commercial enregistre une hausse de +20% en 2020, soit +75 Mds€ (contre 62 Mds€ en 2019). Les États-Unis demeurent le principal client de l'Irlande, constituant 31% de ses exportations (chiffre inchangé par rapport à 2019), alors que le Royaume-Uni se maintient comme son principal fournisseur, représentant 23% de ses importations (chiffre également inchangé). 40% des exportations totales de l'Irlande sont à destination de l'UE-27, soit +13% par rapport à 2019.

En Irlande, le commerce des services est dominé par le numérique mais le CSO n'a pas encore publié les résultats de cette série de donnée pour l'année 2020.

7. Investissements directs étrangers

En 2020, les décisions d'investissement étranger en Irlande sont restées stables malgré la pandémie.

Alors que les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) dans le monde pourraient reculer de -40% en 2020 par rapport à 2019 (OCDE), *IDA Ireland* (l'Agence irlandaise de Développement Industriel) a accompagné 246 projets d'implantation ou d'extension des implantations existantes en Irlande contre 250 en 2019, soit une baisse marginale de -1,6% d'une année sur l'autre. Cette dynamique favorable résulte de la moindre exposition de la biopharmacie, des technologies médicales, des services informatiques ou encore financiers à la crise sanitaire : des secteurs dans lesquels se concentrent les IDE et qui, dans certains cas, ont dû augmenter leurs activités en réponse à la demande de produits liés à la Covid-19.

Sur les 246 décisions d'investissement, 95 (soit 38% d'entre-elles) ont été effectuées par de nouveaux investisseurs et 128 (soit 52%) ont été réalisées en dehors de Dublin.

Moteurs de l'économie irlandaise, l'une des plus ouvertes au monde, les IDE seront essentiels dans le cadre de la relance post-crise comme cela avait été le cas après la crise financière.

Finances publiques

1 Exchequer

Recettes

D'après les chiffres publiés par le Trésor public, l'Irlande a démarré l'année avec un excédent budgétaire (1 241 M€) au mois de janvier 21 ; un solde néanmoins biaisé par la collecte de la TVA (2 359 M€) ce mois-ci et qui devrait s'inverser dès le mois suivant. En effet, les restrictions mises en place en réponse à la lutte contre la Covid-19 se traduisent, sans surprise, par une baisse des recettes totales (-9%) au mois de janvier 21 par rapport à janvier 20. La chute de la consommation entraîne celle des recettes cumulées pour la TVA (-13%), traditionnellement élevées à cette période de l'année en raison des fêtes de Noël, et les droits d'accise (-20%). Les recettes cumulées de l'impôt sur les sociétés ou IS (-50%) déclinent également fortement, mais janvier n'est pas un mois important pour ces dernières.

Les recettes de l'impôt sur le revenu (+4%) continuent, quant à elles, à démontrer leur résilience. Cela a été largement mentionné tout au long de la crise : cette performance est le reflet de l'impact sectoriel du choc économique lié à la Covid-19 et de la forte progressivité de cet impôt en Irlande ; les secteurs les plus exposés étant ceux où se concentrent les bas-salaires relevant des tranches peu taxées.

Dépenses

A l'inverse des recettes, les dépenses brutes progressent au mois de janvier 21 par rapport à janvier 20, tirées à la hausse par les dépenses courantes (+12%) essentiellement en matière de protection sociale (+42%), tandis que les dépenses d'investissement (-4%) et la charge de la dette (-8%) reculent d'une année sur l'autre. L'inquiétude de ne pouvoir dépenser en totalité les dépenses d'investissement en raison de la fermeture des chantiers de construction non-essentiels pourrait encourager le gouvernement à en réallouer une partie, notamment celles initialement votées en faveur des secteurs du logement et des transports.

A la demande de Michael McGrath, le ministre des dépenses publiques et de la réforme, les ministères de la santé, de la protection sociale, de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la justice qui, à eux seuls, représentent 80% des dépenses quotidiennes, devront à présent fournir des rapports trimestriels faisant état de leurs dépenses. Cet outil de contrôle des dépenses, qui avait été utilisé après la crise financière mais laissé de côté ces dernières années, vise à prévenir les dérapages alors que s'exerce une forte pression à la hausse en raison de la situation sanitaire.

2 Dette publique

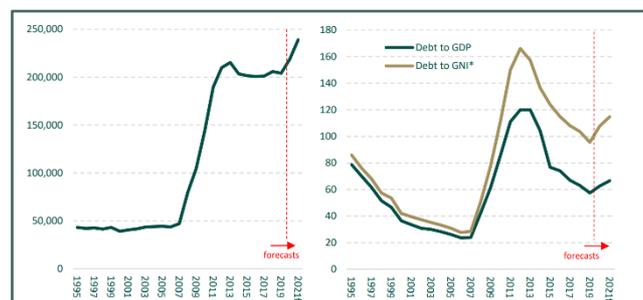
Bien qu'il ait clairement signifié son intention de réduire le déficit une fois la crise passée et l'économie relancée, le ministère des finances soutient dans son rapport annuel sur la dette publique que cette dernière évolue dans un environnement où de multiples aspects lui sont favorables, à savoir (i) la faiblesse des taux d'intérêt et les conditions favorables au financement qui en résultent, ainsi que la quasi-élimination de la prime de risque exigée par les investisseurs en échange du placement dans les titres de dette irlandais ; (ii) la maturité longue

des emprunts publics qui participe à maintenir le taux d'intérêt effectif à niveau proche ou inférieur à 2% ; (iii) le faible risque de subir à court terme un choc des taux d'intérêt en raison de la part importante des obligations à taux fixe ; et (iv) la notation financière du pays qui s'avère plutôt robuste jusqu'à présent dans le contexte de crise sanitaire.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement estime que la soutenabilité des finances publiques n'est pas affaiblie par la pandémie. A court terme, il rappelle que la politique budgétaire constitue un instrument clé pour lutter contre les effets d'hystérèse du cycle sur l'économie et la société dans son ensemble. A moyen terme, il reconnaît la nécessité de fournir une révision de sa stratégie budgétaire dans le cadre du semestre européen au printemps afin de réduire le ratio d'endettement estimé pour l'heure à 66% du PIB ou 114% du GNI*, mesure permettant d'apprécier plus justement les finances publiques irlandaises (Figure 6).

D'après le rapport, la réduction de la dette publique devra passer par des réformes structurelles (neutralité carbone et numérique) destinées à augmenter la productivité et optimiser la croissance irlandaise.

Figure 6 : Evolution de la dette publique
a) En millions (€) b) En % PIB et GNI*



Source : Department of Finance

LE CHIFFRE DU MOIS

10,20

D'après Eurofound, l'agence tripartite de l'UE qui fournit des informations dans le domaine des politiques sociales et liées au travail, le salaire horaire minimum en Irlande est le deuxième plus élevé en comparaison européenne. Récemment augmenté à 10,20€ (soit 1724€/mois), il a progressé de +1,55€ ou +18% depuis 2015. En tête du classement se trouve le Luxembourg (2 202€) tandis que la Bulgarie (332€) enregistre le salaire minimum le plus faible de l'UE.

3 Facilité pour la Relance et la Résilience

Paschal Donohoe, le ministre des finances, a indiqué que l'Irlande ne recevrait qu'une faible part (853 M€) des fonds alloués au titre de la Facilité européenne pour la Relance et la Résilience. Cette enveloppe permettra de financer des investissements tournés vers la relance verte, numérique et dans l'objectif de redonner un travail aux 400 000 personnes ayant perdu leur emploi sous l'effet de la crise sanitaire.

Secteur financier et assurances

1 Rapport sur la stabilité financière

Dans son dernier rapport semestriel traitant de la stabilité financière, la Banque Centrale d'Irlande (*Central Bank of Ireland* ou CBI) identifie comme risques principaux :

- la prolongation de l'impact économique lié à la Covid-19 sous forme de vagues répétées du virus et nécessitant des restrictions sanitaires ;
- la détérioration de la situation financière mondiale, à laquelle l'économie irlandaise est particulièrement sensible compte tenu de sa petite taille et de son ouverture ;
- le Brexit, dont l'impact sur le système financier européen et irlandais n'est pas encore clair malgré l'accord conclu entre l'UE et le Royaume-Uni.

La crise sanitaire met les banques sous pression mais le renforcement de la résilience du système bancaire au cours de la décennie précédente lui permet d'être mieux à même de répondre aux besoins des entreprises et des ménages en cette période de fortes incertitudes. Les banques sont mieux capitalisées, disposent d'un volume plus stable de dépôts de détail et commerciaux et bénéficient d'une meilleure qualité de crédit dans leurs portefeuilles de prêts. D'après la CBI, la détérioration de l'environnement macro-financier mettra un certain temps à se traduire sur le bilan des banques mais elle estime que les fonds propres du système bancaire dans son ensemble suffiront à absorber les pertes éventuelles.

Les politiques macroprudentielles de la CBI dans le cadre de la crise sanitaire ont permis de dégager un niveau élevé de fonds propres (940 M€ selon des estimations préliminaires) afin de permettre aux banques irlandaises de maintenir l'accès au crédit de leurs clients sans compromettre le fonctionnement du système bancaire. La CBI a abaissé le 1^{er} avril 20 le taux du coussin de fonds propres contra-cyclique (« *countercyclical capital buffer (CCyB) rate* ») de 1% à 0% et n'entend pas le relever en 2021. En pratique, cette décision permet de réduire les exigences en fonds propres des banques afin que celles-ci puissent utiliser les réserves constituées pour absorber les pertes potentielles et maintenir l'offre de crédit sur l'économie réelle.

Enfin, le plein impact de la crise sanitaire sur le secteur assurantiel n'apparaîtra qu'à long terme et devrait être hétérogène en raison de la diversité des acteurs.

2 Ulster Bank

Le retrait progressif du marché de la filiale irlandaise de Netwest Group, Ulster Bank, a été annoncé par la société mère britannique le 19 février 21 à la suite d'un examen stratégique qui a duré plusieurs mois. Commentant cette décision, Paschal Donohoe a souligné, dans une perspective plus optimiste, que les banques Permanent TSB et AIB, où l'Etat est majoritaire à respectivement 75% et 71%, étaient en pourparlers pour racheter une partie du portefeuille de prêts d'Ulster Bank. Le Taoiseach Micheál Martin a, quant à lui, tenu des propos rassurants : « *le gouvernement a pour objectif de protéger les employés et les clients, ainsi que de garantir la concurrence dans le secteur bancaire* ».

Entreprises

1 Covid-19 et liquidité des entreprises

Le 9 février 21, le gouvernement irlandais a annoncé un nouveau paquet de mesures (160 M€) en réponse à la crise sanitaire qui, en s'inscrivant dans la durée, expose certains secteurs à la faillite. Principale nouveauté, le *Covid-19 Business Aid Scheme* (CBAS) d'un montant de 60 M€ est un programme d'aide visant les entreprises non éligibles au *Covid-19 Restrictions Support Scheme* (CRSS) mais qui observent une réduction de leur chiffre d'affaires d'au moins -75%. Cette mesure devrait permettre à 7 500 entreprises de bénéficier d'une subvention de 8 000€ pour les aider à supporter leurs coûts fixes.

En outre, le fonds dédié à la recherche, au développement et à la production de produits médicaux contre le virus, dit *Covid-19 Products Scheme*, a reçu 10 M€ supplémentaires (sur 25 M€ déjà alloués) conformément à la clause de flexibilité en matière d'aides d'Etat. Ce fonds finance jusqu'à 50% des coûts en capital des entreprises éligibles.

Enfin, le gouvernement alloue 90 M€ additionnels (sur une enveloppe initiale de 180 M€) au titre du *Sustaining Enterprise Fund* mis en place dès le début de la crise. Celui-ci permet d'offrir un financement jusqu'à 800 000€ sous forme d'avance remboursable aux sociétés éligibles opérant dans le commerce international de biens ou de services et donnant droit à une subvention non remboursable (50% du montant total) dans la limite de 200 000€. Jusqu'à présent, ce fonds a sauvé 22 000 emplois en Irlande.

2 Brexit

Selon *Enterprise Ireland*, 9 entreprises sur 10 exportant vers le Royaume-Uni depuis l'Irlande continueront à chercher des opportunités sur le marché britannique qui demeure le plus important pour le pays. Malgré le Brexit, 4 entreprises sur 5 affirment également que leur stratégie consiste à accroître leurs exportations vers ce marché bien qu'elles soient confrontées à des problèmes logistiques et administratifs significatifs pour transporter leurs marchandises vers le Royaume-Uni. A cet égard, un article paru dans *The Irish Times* indique que de nombreuses entreprises nord-irlandaises profiteraient des nouvelles liaisons directes vers l'Europe continentale à partir des ports de Dublin, Rosslare et Cork en Irlande, et ce afin de contourner la Grande-Bretagne. Les entreprises qui expédient des marchandises réfrigérées vers l'Europe se méfieraient notamment des retards potentiels dans le port britannique de Douvres. Les entreprises contactées par le quotidien irlandais auraient toutefois déclaré ne pas avoir changé leurs itinéraires.

3 Startups

D'après les données recueillies par le cabinet analyste de crédit CRIFVision-net, le nombre de startups immatriculées s'élève à près de 22 000 en 2020. En baisse de -4% par rapport à l'année précédente, il s'agit du plus faible niveau enregistré en quatre ans. Les chiffres pour le mois d'avril traduisent l'impact de la pandémie avec seulement 1 075 immatriculations, soit un nombre proche de ceux observés en 2012 suite à la crise financière et la « grande récession » qui en a résulté.

Sur une note plus optimiste, la fin d'année 2020 s'est accompagnée d'une hausse des créations de startups et Leo Varadkar, le *Tánaiste* et ministre des entreprises, du commerce et de l'emploi, a invité les entrepreneurs à soumettre leur candidature au titre d'un fonds concurrentiel, le *Competitive Start Fund* (CSF). Géré par *Enterprise Ireland* pour un montant total d'1M€, ce fonds vise à soutenir les startups à très haut potentiel (HPSU's), en phase de démarrage et présentant des produits ou services innovants. Les startups choisies pourront bénéficier d'une enveloppe pouvant aller jusqu'à 50 000€ de fonds propres. Le vice-Premier ministre a précisé que les initiatives liées au changement climatique avec un focus sur la décarbonisation étaient particulièrement les bienvenues. Au total, *Enterprise Ireland* a investi plus de 48 M€ dans 125 startups naissantes en 2020, soit un montant record et deux fois plus élevé qu'en 2019 pour un nombre inchangé d'entreprises. Cela s'explique essentiellement par l'introduction du *Sustaining Enterprise Fund* (mentionné *supra*) et des investissements réalisés au bénéfice des HPSU's dans le cadre de la réponse gouvernementale à l'impact économique de la Covid-19. Les secteurs ciblés par ces investissements comprennent la fintech, la cybersécurité, la santé numérique et l'agtech.

4 Investissements en capital-risque

Contrairement aux startups en phase de démarrage qui pourraient manquer de financements, les sociétés établies en Irlande ont, quant à elles, attiré de nombreux flux d'investissement en capital-risque malgré la pandémie en 2020. D'après le cabinet d'audit KPMG, 806 M€ ont ainsi été investis au total l'année dernière, soit le deuxième montant le plus élevé jamais enregistré en Irlande. La société d'énergie solaire Amarenco, basée à Cork, a obtenu le plus gros soutien, recevant 158 M€ pour financer des projets de construction d'une capacité de production de 3GW en Europe, en Asie-Pacifique et au Moyen-Orient.

Tableau des indicateurs mensuels

	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Production						
PIB trimestriel à prix courants (Mds€)			95,598			n/a
<i>Croissance réelle (glissement annuel, g.a.)</i>			8,13%			n/a
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2015)	111,5	96	90,7	90,5	136,3	102,5
<i>Secteur traditionnel</i>	110,6	108,6	108,5	110,7	108,4	113,7
<i>Secteur moderne</i>	114,6	89,4	86,2	88,7	140,6	94
Purchasing Managers Index (PMI)						
<i>Industrie</i>	57,3	52,3	50,0	50,3	52,2	57,2
<i>Services</i>	51,9	52,4	45,8	48,3	45,4	50,1
<i>Construction</i>	53,2	44,0	47,0	48,6	53,5	52,3
Compte courant						
Importations de marchandises (Mds€)	8,2	6,8	6,1	7	8,6	7
Exportations de marchandises (Mds€)	13,1	14,4	13,5	12,2	14,5	12,4
Solde commercial (Mds€)	4,9	7,6	7,3	5,2	5,8	5,4
Balance courante trimestrielle (Mds€)			12,70			n/a
<i>Balance courante en % du PIB</i>			12,8%			n/a
Evolution des prix						
Inflation CPI (glissement mensuel, g.m.)	-0,2%	-0,1%	-0,4%	-0,6%	0,3%	0,3%
Prix résidentiels à l'achat (g.m.)						
<i>National</i>	0,2%	0,0%	0,2%	0,4%	0,5%	0,8%
<i>Irlande sauf Dublin</i>	0,5%	0,0%	0,4%	0,4%	0,7%	1,3%
<i>Dublin</i>	-0,2%	0,0%	0,1%	0,5%	0,3%	0,3%
Loyers dans le parc privé (g.m.)	0,2%	0,2%	0,4%	-0,5%	0,0%	0,4%
Marché du travail						
Nombre de chômeurs (Milliers)	149,0	162,0	167,0	152,0	147,0	141,0
<i>Taux de chômage</i>	6,2%	6,6%	6,8%	6,2%	6,0%	5,8%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	17,2%	17,8%	18,6%	16,5%	16,4%	15,5%
Salaire horaire moyen (€)			24,4			n/a
<i>Variation du salaire horaire moyen en g.a.</i>			3,9%			n/a
Consommation et investissement						
Consommation finale privée (variation en glissement trimestriel, g.t.)			21,3%			n/a
Investissement (g.t.)			4,4%			n/a
Indice de la vente au détail (variation en g.a.)	9,0%	8,6%	10,7%	7,7%	-4,3%	8,2%
<i>Hors automobiles</i>	5,7%	6,8%	9,1%	9,4%	-2,8%	7,6%
<i>Automobiles</i>	15,0%	13,6%	18,4%	3,7%	-9,4%	14,2%
Secteur financier						
Encours de dépôt des ménages (g.m.)	1,6%	0,2%	0,6%	1,4%	0,5%	0,8%
Encours de dépôt total (g.m.)	1,4%	0,1%	1,9%	1,3%	0,9%	2,3%
Encours de crédit aux ménages (g.m.)	0,8%	0,0%	0,3%	0,1%	-1,4%	0,0%
Encours de crédit hypothécaire des ménages (g.m.)	1,1%	-0,1%	0,3%	0,1%	-1,6%	0,6%
Encours de crédit aux SNF (g.m.)	-2,1%	0,1%	-2,2%	-0,9%	0,3%	-2,0%
Indice boursier ISEQ (dernier)	6099,6	6434,4	6380,9	6427,7	7184,7	7376,3
Rendement de l'obligation à 10 ans (dernier)	-0,107	-0,034	-0,139	-0,247	-0,254	-0,304

Tableau des indicateurs annuels

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production						
PIB annuel à prix courants (Mds€)	262,8	270,8	300,3	326,9	356,0	n/a
<i>Croissance réelle</i>	25,2%	2,0%	9,1%	8,5%	5,6%	n/a
Indice de production industrielle (Base 2015 = 100)	100,0	101,8	99,5	94,6	97,3	n/a
Valeur ajoutée brute des multinationales (Prix constants/2018 - M€)	102 083	102 661	113 099	131 826	140 903	n/a
<i>En % de la VAB totale</i>	39,7%	39,3%	40,3%	42,8%	43,4%	n/a
Compte courant						
Exportations de marchandises (Mds€)	112,4	119,3	122,7	140,6	152,5	n/a
Importations de marchandises (Mds€)	70,1	74,2	83,0	92,0	90,6	n/a
Solde commercial (Mds€)	42,3	45,1	39,7	48,6	61,9	n/a
Balance courante (% du PIB)	4,4%	-4,2%	0,5%	10,6%	-9,4%	n/a
Evolution des prix						
Inflation CPI (Moyenne annuelle)	-0,3%	0,0%	0,4%	0,5%	0,9%	-0,3%
<i>Inflation hors énergie</i>	0,6%	0,7%	0,1%	0,1%	1,0%	0,075%
Variation des prix immobiliers (Glissement annuel (g.a.) au 31/12)						
<i>Irlande sauf Dublin</i>	10,7%	11,2%	12,7%	9,6%	2,8%	n/a
<i>Dublin</i>	3,9%	6,6%	11,7%	3,8%	-0,9%	n/a
Population						
Population	4 687 800	4 739 600	4 792 500	4 857 000	4 921 500	4 977 400
<i>Variation annuelle</i>	0,9%	1,1%	1,1%	1,3%	1,3%	1,1%
Solde migratoire	-11 600	3 100	19 800	34 000	33 700	28 900
Marché du travail						
Population active	2 170 500	2 195 600	2 220 500	2 410 100	2 471 700	n/a
<i>Variation annuelle</i>	0,6%	1,2%	1,1%	8,5%	2,6%	n/a
<i>Taux de participation</i>	60,0%	61,9%	62,2%	62,2%	62,7%	n/a
Nombre de chômeurs	187 500	147 400	132 900	128 800	110 600	n/a
<i>Taux de chômage</i>	8,7%	7,2%	6,1%	5,4%	4,5%	n/a
Nombre de personnes employées dans le secteur public	327 100	333 100	341 500	347 100	355 800	n/a
<i>En % de l'emploi total</i>	16,5%	16,3%	15,3%	15,2%	15,1%	n/a
Nombre de personnes employées par les multinationales	189 236	203 483	215 506	231 229	245 096	n/a
<i>En % de l'emploi secteur privé</i>	15,2%	15,6%	15,4%	15,8%	16,1%	n/a
Salaires annuels moyens	36 457	36 933	37 637	38 871	40 283	n/a
<i>Variation annuelle</i>	1,3%	1,3%	1,9%	3,3%	3,6%	n/a
Revenu disponible brut des ménages (M€)	88 318	93 179	99 271	104 402	n/a	n/a
<i>Variation annuelle</i>	4,6%	5,5%	6,5%	5,1%	n/a	n/a
Salaires horaires minimum (€)	8,65	9,15	9,25	9,55	9,8	10,1

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation et investissement						
Consommation finale privée (g.a.)	3,2%	5,0%	2,4%	2,8%	3,2%	n/a
Formation brute de capital fixe (g.a.)	50,2%	50,9%	0,0%	-6,2%	74,8%	n/a
Secteur financier						
Encours de dépôt des ménages (g.a.)	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%	6,2%	n/a
Encours de crédit total (g.a.)	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%	-4,5%	n/a
Ménages	-5,1%	-4,1%	1,9%	1,4%	0,7%	n/a
Prêts immobiliers	-1,6%	-4,6%	1,6%	1,4%	0,5%	n/a
SNF	-22,1%	-9,6%	-2,4%	1,8%	-5,7%	n/a
Indice boursier ISEQ (Moyenne annuelle)	6 258,3	6 167,7	6 781,4	6 557,7	6 305,5	n/a
Gouvernement						
Dépenses publiques (Mds€)	77,1	76,6	78,8	83,4	87,6	n/a
Recettes publiques (Mds€)	71,9	74,7	77,9	83,9	89,1	n/a
Déficit/excédent public (Mds€)	-5,2	-1,9	-0,9	0,4	1,5	n/a
En % du PIB	-2,0%	-0,7%	-0,3%	0,1%	0,5%	n/a
En % du GNI*	-3,2%	-1,1%	-0,5%	0,2%	0,7%	n/a
En % des recettes publiques	-7,2%	-2,5%	-1,2%	0,5%	1,7%	n/a
Dettes publiques (Mds€)	201,6	200,6	201,2	205,9	204,2	n/a
En % du PIB	76,7%	74,1%	67,0%	63,0%	57,4%	n/a
En % du GNI*	124,0%	114,8%	108,1%	103,6%	95,6%	n/a
En % des recettes publiques	284,3%	268,5%	258,3%	251,4%	229,2%	n/a
Par habitant ('000€)	43 000	42 350	42 000	42 400	41 450	n/a
Politique énergétique						
Consommation finale d'énergie (En % du total) :						
Charbon	2,8%	2,4%	2,1%	2,1%	2,1%	n/a
Tourbe	1,8%	1,7%	1,6%	1,6%	1,5%	n/a
Pétrole	57,3%	57,8%	57,5%	57,3%	56,5%	n/a
Gaz naturel	15,2%	15,4%	15,5%	15,8%	15,9%	n/a
Energies renouvelables	3,5%	3,4%	3,9%	3,8%	3,9%	n/a
Autres (non-renouvelables)	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	n/a
Electricité	19,1%	18,9%	19,0%	18,9%	19,7%	n/a
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	88%	69%	66%	67%	n/a	n/a

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international